

Résumé du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre d'Action 21

En préparation du Sommet mondial sur le développement durable, le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a publié un rapport de 63 pages, analysant les progrès réalisés, au cours des dix dernières années, dans la mise en œuvre d'Action 21, le plan d'action mondial pour le développement durable adopté au Sommet planète Terre, à Rio de Janeiro, en 1992. Le rapport évalue les grandes tendances économiques, sociales et environnementales des dix dernières années et offre des suggestions sur la manière dont la communauté internationale peut, de façon réaliste, rediriger ses efforts pour atteindre les objectifs fixés par Action 21. Ce qui suit est un résumé du rapport.

Action 21 et le développement durable – Un bon plan d'action, une mise en œuvre déficiente

L'environnement mondial est encore trop fragile et les mesures existantes pour le protéger sont loin d'être suffisantes. Les améliorations en matière de réduction de la pauvreté au sein du monde en développement n'ont été que très limitées, et la plupart des habitants de la planète n'ont pas perçu les bénéfices de la mondialisation elle-même.

Au cours des dix dernières années, les tentatives pour promouvoir le développement humain et freiner la destruction de l'environnement n'ont, en général, pas été efficaces. Des ressources financières trop limitées, un manque de volonté politique, une approche compartimentée et non coordonnée ainsi que la persistance de modes de production et de consommation polluants ont contribué à saper les efforts de promotion du développement durable, ou d'un développement suffisamment équilibré entre les besoins économiques et sociaux des personnes, d'une part, et, la capacité des ressources et des écosystèmes terrestres à répondre aux besoins présents et futurs, de l'autre.

En dépit de dix années d'efforts dont les résultats sont loins d'être satisfaisants, Action 21 — l'accord qui a été unanimement adopté au cours du Sommet planète terre, à Rio de Janeiro, en 1992 — reste un outil puissant et une vision à long terme encore valable aujourd'hui.

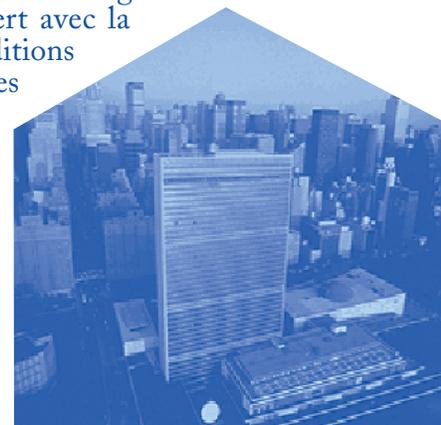
Au cours des dix ans écoulés depuis Rio, le monde a changé. De nouveaux enjeux et de nouvelles exigences ont été créés par la mondialisation, par la révolution des technologies de l'information et de la communication, et par la propagation du VIH/sida. Il reste que le développement durable demeure une alternative viable à l'approche actuelle du « commerce comme d'habitude ».

En août, les gouvernements ainsi que les représentants de tous les secteurs de la société se rassembleront à Johannesburg pour le Sommet mondial sur le développement durable. L'objectif du Sommet est de raviver l'engagement et la détermination politique pour mettre en œuvre le plan d'action sur le développement durable par le biais de nouvelles initiatives qui soient à la fois pratiques et basées sur le partenariat.

Tendances actuelles

Economie

- Les années 90 ont été une décennie bien moins instable que les années 80, la plupart des pays ayant bénéficié d'une croissance économique au cours de la première moitié de la décennie. Le taux moyen d'expansion annuelle du produit national brut (PNB) pour tous les pays en développement a augmenté de 4,3 %, contre 2,7 % dans les années 80. Les pays développés ont enregistré une croissance moyenne d'environ 2,3 %, contre 3 % pendant les dix années précédentes.
- Tous les pays n'en ont cependant pas bénéficié. Si la croissance économique s'est améliorée en Afrique de manière marginale, une forte croissance démographique a grignoté les gains réalisés et l'écart de niveaux de vie entre l'Afrique et d'autres régions s'est encore agrandi. D'autres régions ont tout autant souffert avec la détérioration des conditions économiques et sociales dans les pays en transition. Si, dans ces pays, la croissance économique a augmenté, dans les années 80, de 1,8 % par an, dans les



années 90, par contre, le déclin de ces économies a été de 2,5 % par an en moyenne.

- Dans les années 90, le commerce international a été prospère, les exportations mondiales augmentant à un taux moyen de 6,4 % par an pour atteindre, en 2000, les 6,3 milliards de dollars. Les pays en développement, dans leur ensemble, en ont bénéficié, leurs exportations progressant à un taux de 9,6 % par an. Mais l'Afrique en particulier n'en a pas profité, sa part dans le commerce mondial tombant de 2,7 % en 1990 à 2,1 % en 2000.
- La mondialisation s'est également révélée extrêmement instable sous certains aspects. Alors que de nombreux pays ont bénéficié de l'apport de capitaux étrangers privés, l'inversement de cette tendance a provoqué des crises financières, tout d'abord au Mexique en 1995, puis en Asie de l'Est et dans d'autres pays en 1997.
- L'aide publique au développement (APD) a chuté au cours des années 90, passant de 58,3 milliards de dollars en 1992 à 53,1 milliards de dollars en 2000. L'APD, exprimée en pourcentage du produit national brut, a chuté de 0,35 % en 1992 à 0,22 % en 2000. Seuls cinq pays, Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède, ont atteint l'objectif de 0,7 % du PNB en 2000. La plupart des pays les moins avancés ont subi une baisse d'au moins 25 % de l'APD, et sept pays, tous africains, ont vu leur APD réduite de plus de 50 %.
- Les flux d'investissements étrangers directs (IED) vers les pays en développement ont augmenté régulièrement. Les investissements de portefeuille nets dans les pays en développement ont atteint un maximum de 91 milliards de dollars en 1994 puis sont tombés à 25 milliards de dollars en 1998 avant de remonter légèrement en 1999 et 2000.
- Dans tous les pays, on estime que les subventions gouvernementales varient entre 650 millions de dollars et 1,5 milliard de dollars par an. Cesser ces subventions peut contribuer au développement durable tout en permettant aux gouvernements de faire des économies financières.

Population et pauvreté

- La population mondiale a atteint les 6 milliards d'individus en 2000, un accroissement significatif par rapport à 1950 où celle-ci était de 2,5 milliards et à 1980 où elle était de 4,4 milliards. Il est prévu qu'elle atteigne 8 milliards d'ici à 2025 et 9,3 milliards d'ici à 2050, avant de se stabiliser entre 10,5 et 11 milliards de personnes. La croissance démographique mondiale a atteint un niveau record en 1965, soit 2 % par an; elle est actuellement en diminution.
- Seulement 15 % de la population mondiale, vivant

dans les pays à revenu élevé, absorbent 56 % de la **consommation** mondiale totale, tandis que 40 % des plus pauvres, vivant dans les pays à faible revenu, n'en absorbent que 11 %. Si la plupart des gens consomment davantage aujourd'hui, les dépenses de consommation des ménages africains moyens ont reculé de 20 % par rapport à ce qu'elles étaient il y a 25 ans.

- Dans les pays en développement, le taux général de **pauvreté**, calculé à partir d'un seuil de pauvreté d'un dollar par jour en terme de revenu, a été ramené de 29 % en 1990 à 23 % en 1998. Le nombre total de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté a légèrement baissé, de 1,3 à 1,2 milliard de personnes. La lutte contre la pauvreté a sensiblement progressé grâce à une croissance économique rapide en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est, et a quelque peu progressé en Asie du Sud et en Amérique latine. Pratiquement aucun progrès n'a été réalisé en Afrique sub-saharienne, où près de la moitié de la population vit dans la pauvreté.
- On estime qu'environ 54 % de la population des pays en développement habitera, d'ici à 2025, en **zone urbaine**. Tandis que le nombre de personnes s'installant dans les zones urbaines augmente, de même augmente le nombre de pauvres vivant dans les villes. En Afrique, plus de 40 % des ménages des zones urbaines vivent dans la pauvreté.
- Au moins 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau **potable** et 2,5 milliards manquent d'**installations sanitaires** adaptées. Il y a eu quelques évolutions positives au cours des années 90 puisque, dans les pays en développement, 438 millions de personnes ont obtenu un accès à des réserves d'eau potable de meilleure qualité et environ 542 millions de personnes vivant dans les zones urbaines ont pu bénéficier d'installations sanitaires correctes. Toutefois, en raison de la croissance rapide de la population dans ces endroits, le nombre de citoyens n'ayant pas accès à l'eau potable a augmenté de près de 62 millions.
- Plus de 8 % des **enfants** dans les pays en développement meurent encore avant l'âge de 5 ans et, dans certains des pays les plus pauvres, un enfant sur cinq meurt avant d'atteindre l'âge de 1 an. Plus de 113 millions d'enfants, dont 60 % de filles, en âge d'aller à l'école primaire dans les pays en développement, ne sont pas à l'école.
- Près de 815 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées — 777 millions d'entre elles vivent dans les régions en développement, 27 millions dans les pays en transition et 11 millions dans les pays industrialisés. Si le plus grand nombre de personnes qui souffrent de la **faim** sont en Asie du Sud, ce nombre est en diminution, alors qu'en Afrique environ un tiers de la population est sous-alimentée et ce nombre va croissant.

- Au cours des années 90, les conditions de **santé** se sont généralement améliorées avec le relèvement de l'espérance moyenne de vie et le recul des taux de mortalité. Des progrès sensibles ont été accomplis, notamment sur la voie de l'élimination de la poliomyélite et d'autres maladies infectieuses. Toutefois, dans de nombreux pays en développement, des conditions de santé précaires persistent à cause de l'insalubrité de l'eau, des mauvaises installations sanitaires, de la grave pollution de l'air à l'intérieur des bâtiments, de la malaria et d'autres maladies infectieuses, ainsi que de la propagation du VIH/sida.
- Dans certains pays, le VIH/sida a ramené l'espérance de vie aux niveaux d'avant 1980 et, dans neuf pays, l'espérance de vie a baissé de 6,3 ans. Environ 36 millions de personnes vivent actuellement avec le **VIH/sida**, 95 % d'entre elles dans les pays en développement et 25 % d'entre elles en Afrique subsaharienne. Plus de 12 millions d'africains sont morts du sida et 13,2 millions d'enfants sont devenus orphelins.

Gérer les écosystèmes

- L'augmentation de la productivité agricole nécessaire pour répondre à la demande alimentaire croissante a eu un effet néfaste important sur les forêts, les prairies et les terrains marécageux. **La dégradation des sols** concerne au moins deux milliards d'hectares de la planète et, sans doute, environ deux tiers des terres agricoles à l'échelle mondiale.
- Dans de nombreux pays, les ressources en **eau douce** se rarifient en raison de l'agriculture qui consomme 70 % de l'eau douce pouvant être exploitée dans le monde. Mais seuls 30 % de cette eau est en réalité utilisée par les plantes et les cultures; le reste est perdu. Le problème est déjà prononcé en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, d'ici à 2025, jusqu'aux deux tiers de la population mondiale pourraient vivre dans des pays souffrant de manques d'eau plus ou moins graves. On estime à 17 % la quantité d'eau supplémentaire que les pays en développement consomment pour produire leur alimentation dans les vingt prochaines années et à 40 % l'augmentation du volume total d'eau utilisée.
- On considère aujourd'hui que plus de 11 000 espèces sont menacées d'extinction et plus de 800 ont déjà disparues en raison de la destruction de leur habitat. Environ 5 000 autres espèces risquent de disparaître si aucun effort n'est fait pour enrayer le déclin de leur population.
- Environ un quart des produits de la **pêche** mondiale représentent une surexploitation, et seule la moitié est pleinement utilisée. Les captures marines dans l'océan Atlantique et dans certaines parties de l'océan Pacifique ont atteint leur niveau maximum il y a des

années. Seul 1 % des océans de la planète sont des réserves protégées ou des zones de « non-pêche ».

- Les **forêts naturelles** continuent d'être rapidement transformées en terres destinées à l'agriculture ou à d'autres usages. Au cours des années 90, le taux de déforestation annuelle mondiale était de 14,6 millions d'hectares, soit une perte nette de 4 % du couvert forestier au cours des dix dernières années, principalement dans les pays en développement. Les taux nets de déforestation sont les plus élevés en Afrique et en Amérique du Sud. Dans certains pays développés et en développement, on a observé une expansion des zones forestières. Le reboisement s'est produit au rythme d'environ 5,2 millions d'hectares par an, soit parce que la forêt naturelle s'est reconstituée sur les terres agricoles abandonnées, soit parce que la forêt a été replantée.
- Près de la moitié du bois récolté dans le monde sert de **bois de feu**, dont 90 % sont consommés dans les pays en développement. La biomasse ligneuse totale des forêts du monde est également en diminution, ce qui réduit la capacité des forêts à atténuer les changements climatiques.
- Environ 27 % des **récif de corail** de la planète ont disparu tant sous l'impact direct des activités humaines qu'en raison des changements climatiques. On prévoit que d'ici à 30 ans la proportion de récifs fonctionnellement morts puisse encore s'accroître de 32 %, si des mesures ne sont pas prises.
- Après avoir atteint leur maximum, les émissions de substances appauvrissant la couche d'**ozone** sont maintenant en train de lentement diminuer. La consommation totale d'hydrocarbures chlorofluorés a baissé d'environ 1,1 million de tonnes en 1986 à 156 000 tonnes en 1998.
- Entre 1992 et 1999, la consommation mondiale d'**énergie** a augmenté de 10 %. La consommation énergétique par habitant reste plus élevée dans les pays développés avec une consommation moyenne qui équivaut à 6,4 tonnes de pétrole par an et par habitant, soit 10 fois plus que la consommation des pays en développement. Les émissions de carbone au niveau mondial ont doublé entre 1965 et 1998, avec en moyenne une augmentation de 2,1 % par an.
- La **consommation énergétique** a le plus augmenté dans le secteur des transports, où 95 % de l'énergie consommée provient des dérivés du pétrole. Dans ce secteur, la consommation d'énergie devrait augmenter au rythme de 1,5 % par an dans les pays développés et de 3,6 % dans les pays en développement. On s'attend que les émissions de dioxyde de carbone augmentent de 75 % entre 1997 et 2020.
- Plus de 2 milliards de personnes dans les pays en développement dépendent d'**énergies** tradition-

nelles provenant de la combustion de la **biomasse**, notamment du bois, des excréments d'animaux et des résidus agricoles.

Le Sommet mondial sur le développement durable peut changer les choses :

un Plan d'action en dix points

Aux vues de la situation mondiale, des tendances qui s'affirment et du phénomène de mondialisation, des mesures pratiques sont nécessaires pour faire progresser l'agenda du développement durable. Plus qu'un lieu pour négocier et renégocier une autre série de principes, le Sommet mondial sur le développement durable devrait être un forum où divers partenaires des différents secteurs de la société pourront mettre au point des programmes d'action et des projets aux objectifs réalisables en un temps réaliste. Afin de concentrer les efforts sur des résultats pouvant être atteints, le rapport du Secrétaire général offre des suggestions pour un plan d'action en dix points :

- **Faire fonctionner la mondialisation au service du développement durable.** Les bénéfices de la mondialisation ont été répartis de manière inégale, et les pays les plus pauvres au monde ont été laissés pour compte. Il est suggéré d'agir pour éliminer les subventions qui entravent les échanges commerciaux et améliorer l'accès des produits et des services des pays en développement aux marchés des pays développés, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et des textiles.
- **Éliminer la pauvreté et améliorer les moyens d'existence durables** dans les zones rurales et urbaines. De nombreuses personnes très pauvres vivent dans des régions qui subissent de graves tensions écologiques. Des efforts doivent être faits pour améliorer les conditions de vie des pauvres et les chances qui leur sont données, grâce au régime foncier, aux moyens d'existence durables, au crédit, à l'éducation, aux améliorations agricoles ainsi qu'à la réduction des déchets et à la promotion du recyclage.
- **Modifier les modes de consommation et de production non viables**, notamment en augmentant de quatre fois l'efficacité de l'utilisation de l'énergie au cours des deux ou trois prochaines décennies, en accroissant la responsabilisation des entreprises et en offrant des incitations pour produire de manière moins polluante.
- **Améliorer la santé**, en garantissant l'accès à une eau salubre et bon marché, en réduisant le plomb dans l'essence et en améliorant la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments.
- **Fournir un accès à l'énergie** et améliorer l'utilisation rationnelle de l'énergie en mettant au point et en employant des technologies à rendement élevé et en utilisant des sources d'énergie renouvelables ainsi qu'en modifiant les modes de consommation d'énergie non viables.
- **Gérer durablement les écosystèmes et la biodiversité**, en traitant le problème de la surpêche, des pratiques non viables d'exploitation des forêts et de la pollution marine due aux activités terrestres.
- **Améliorer la gestion des ressources en eau douce** et développer une distribution plus équitable des ressources en eau.
- **Fournir des ressources financières**, par l'augmentation de l'aide publique au développement et des investissements privés, et par le transfert et la partage des écotecnologies.
- **Aider au développement durable de l'Afrique** grâce à de nouveaux grands programmes de renforcement des institutions et de systèmes pour agir dans les domaines de la lutte contre la faim, de la santé, de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources
- **Renforcer le système de gouvernance internationale** en matière de développement durable afin de promouvoir une approche générale intégrée, et non l'approche compartimentée actuelle.